

Autour du 20 juillet 1944 (1)

Der ekle Wurm der deutschen Zwietracht Politische Probleme rund um den 20. Juli 1944 fut achevé le 9 novembre 1952 à Heidelberg, dans la partie occidentale de l'Allemagne occupée. Publié à compte d'auteur (*), il passe en revue les différentes raisons de la défaite de l'Allemagne dans la Seconde Guerre mondiale ; ce n'est pas, sur ce sujet, la première étude, mais c'est la première à considérer comme des traîtres à l'Allemagne nationale-socialiste ceux que l'historiographie de l'occupant appelle la « Résistance » à l'hitlérisme ; autrement dit, la première à être écrite du point de vue du national-socialisme. Outre la volonté allemande de conclure une paix juste et les manœuvres dilatoires des Alliés, les déclarations de dix personnalités de premier plan sur la question des responsabilités dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, l'erreur de calcul d'Hitler à Calais, le moral de la population et des soldats, il présente les trois principaux groupes d'opposants à Hitler en Allemagne, examine leurs divers plans de coup d'État, leurs divers attentats contre Hitler, notamment celui du 20 juillet, montre l'importance de la « Résistance » du point de vue anglais, envisage des cas particuliers de comploteurs, comme celui du général Franz Halder (1884–1972) et ceux d'Erich Kordt (1903–1969) et de son frère Theodor (1893–1962).

Der ekle Wurm der deutschen Zwietracht : Politische Probleme rund um den 20. Juli 1944 n'est pas une étude universitaire (**), mais, comme on dit, un écrit de combat. Publié en pleine Entnazierung, il vise à rétablir les faits, naturellement occultés ou déformés par la propagande alliée, voire, plus ambitieusement, à rétablir la « vérité » et à réhabiliter la figure diabolisée d'Adolf Hitler auprès du grand public, afin de lui faire prendre conscience de la nécessité de quitter la voie néfaste sur laquelle la République Fédérale s'est engagée sous la contrainte des Alliés. L'admiration à l'égard d'Adolf Hitler n'est pour autant jamais aveugle. En revanche, c'est toujours sur un ton qui va de l'ironie au sarcasme que sont présentées les vues et les intrigues des résistants allemands et qu'est envisagé le régime parlementaire de l'Allemagne occupée d'Adenauer et des autres politicards allemands illégitimes contemporains.

1. Préface

Le 20 juillet 1944 restera une journée importante dans l'histoire. Mais rien ne serait plus absurde que de surestimer la signification historique des événements de cette journée par rapport à leur importance strictement symbolique. Les événements en question ne représentent qu'un acte de la grande tragédie de l'histoire allemande de 1933 à 1945.

« Quand serons-nous – finalement – prêts ? Quand le tonnerre et l'éclair vont-ils frapper ? » se demandaient, impatients, les complices de Hans Bernd Gisevius, l'un des acteurs les plus « éminents »

du 20 juillet. Ils l'avaient maintenant, la foudre qui devait tuer Hitler, libérer l'Allemagne d'un « monstre » et de toutes ses misères et les amener au pouvoir ; ils l'avaient, cet éclair, qui, tout en portant à l'Allemagne le coup mortel, coûta la vie à beaucoup d'entre eux.

Mais l'« éclair » avait été trop bref pour que le peuple allemand puisse distinguer les véritables dessous et les répercussions de cet acte. Il a fallu des années à la vérité pour refaire surface à travers l'enchevêtrement de mensonges de la propagande. Ce n'est que maintenant qu'il est devenu possible de dégager une image cohérente du fatras des nombreuses publications de ces dernières années.

Ces lignes devront montrer aussi concisément que possible aux masses de notre peuple, qui n'ont ni la possibilité ni le temps de mener des recherches historiques, les véritables dessous de cet acte, de telle sorte qu'il leur soit possible, dans l'intérêt de l'avenir de l'Allemagne, de tirer les conclusions politiques nécessaires. Le peuple doit savoir qui est responsable de l'orage, du tonnerre et de l'éclair qui ont suivi et pourquoi cela a provoqué le malheur de l'Allemagne.

Ce qui prouve qu'il est urgent de fournir ces explications, c'est le fait que, récemment, deux hauts fonctionnaires ont fait des commentaires qui témoignaient non seulement d'un manque considérable d'objectivité, mais encore d'un manque encore plus considérable de connaissances historiques. Un éclaircissement est d'autant plus important que nous sommes actuellement confrontés à des décisions lourdes de conséquences et que nous sommes incités à prendre le mauvais train du destin, dont les plaques de destination ont été changées par les personnes à la fois malveillantes et incompétentes qui se trouvent à son bord, de telle sorte que nous ne pouvons pas manquer d'y monter par erreur.

Je suis conscient que mes conceptions sont en nette opposition avec celles qui peuvent être considérées comme populaires aujourd'hui. Néanmoins je profiterai de l'invitation qui m'est faite par Karl Goerdeler, l'un des chefs de la Résistance, de faire miennes ses propres paroles : « Le peuple allemand, malgré l'écran de fumée de la propagande, doit apprendre la vérité et rien que la vérité (*). » J'ai écrit pour que chaque Allemand puisse comprendre ce qui est arrivé. J'ai délibérément cité beaucoup d'écrits politiques et aussi peu que possible de textes nationaux-socialistes.

Je n'ai pas écrit pour le défunt Hitler, mais plutôt pour cette Allemagne qui l'a élu et lui a toujours donné son approbation, pour cette Allemagne qui doit subir aujourd'hui et devra subir demain les conséquences d'une évaluation complètement fausse de sa et de notre volonté. La façon dont Hitler lui-même est jugé changera certainement avec le temps, comme a changé le jugement sur Napoléon (**), mais Nabulione Buonaparte était aussi favorable au métissage que Adolf Hitler y était opposé).

Personne dans le monde ne pourra l'empêcher. L'avenir montrera que le chemin de la vérité ne peut pas être barré. Pour citer Houston Stewart Chamberlain : « En réalité, la vérité est radieuse et manifeste, seul le voile qui est devant nos yeux l'obscurcit. Il nous faut seulement écarter la brume et alors nous voyons la vérité et la folie disparaît (***) . »

Mais ceux qui ont vu la vérité en tireront les conclusions nécessaires et ne monteront plus dans le mauvais train. Puissent-ils être nombreux, pour le bien de l'Allemagne ! Pour terminer, je citerai un membre bien connu de la « Résistance » : « Il est temps : la façon dont notre chère Allemagne, cruellement affligée, se comportera par rapport aux actions des imposteurs au pouvoir déterminera de façon décisive le jugement que le monde portera sur elle (****). »

Friedrich Lenz

2. Aperçu

La pierre angulaire du 20 juillet 1944 et de tous les actes qui y sont liés a été posée le jour où les personnes « influentes » ont compris que Hitler deviendrait chancelier du Reich.

Ces messieurs auraient bien aimé empêcher sa « prise du pouvoir » par des « moyens légaux », mais ils eurent beau se creuser la cervelle, ils n'en trouvèrent aucun. Toutes leurs suggestions butèrent non seulement sur les termes de la Constitution, mais aussi sur la fidélité de Hindenburg à cette Constitution et surtout sur l'état d'esprit du peuple.

Hitler avait obtenu ce qu'il avait cherché en tant que soldat de première classe au cours de la Première Guerre mondiale et avait prêté serment devant la Cour suprême de Leipzig : il avait pris la direction de son peuple légalement, même si, pour ses adversaires, il n'avait pu le faire que parce que ses électeurs n'étaient pas aussi intelligents qu'eux (1). Il leur importait peu que, en avril 1932, à une époque où la légalité des élections ne pouvait pas encore être contestée, ces Allemands « ignorants » fussent déjà 13 millions et que des millions d'autres les rejoindraient seulement un an plus tard. Certes, les adversaires mirent en doute la légalité des élections après la prise de pouvoir, mais aucune personne raisonnable et éprise de vérité ne peut contester que c'est grâce à la propagande et à des succès ostensibles ou à la « contrainte » que tant d'autres « ignorants » ont rejoint les rangs des partisans de Hitler et que la loi des pleins pouvoirs de 1933 et donc toutes les mesures prises pour réviser la Constitution avaient un fondement complètement légal.

Ne peuvent non plus être mis en doute ni la légalité du scrutin qui eut lieu sous contrôle international dans la Sarre, ni l'approbation jubilatoire qu'exprima la grande majorité du peuple au cours des manifestations publiques qui s'en suivirent (2). Il est étrange de constater que le dictateur, qui, de son propre chef, pouvait mettre en œuvre sans problèmes les grandes décisions politiques qu'il prenait, daigna toujours recourir au scrutin, sinon toujours avant de les prendre, du moins après les avoir prises.

Pour justifier leur attitude timorée à l'égard des méthodes adoptées par Hitler après la prise de pouvoir, les adversaires invoquent maintenant les mesures répressives (3) qui les visaient, mais ils ne donnent pas la véritable raison de cette attitude, qui est que, eu égard à la volonté claire du peuple de donner sa chance à Hitler et de l'aider, ils ne pouvaient guère se lancer dans une résistance concrète, s'ils ne voulaient pas courir le risque de se rendre ridicules ou d'être balayés par leurs propres partisans. D'où, par exemple, la position adoptée par les sociaux-démocrates lors du vote de la Loi des pleins pouvoirs en 1933 (4). Aujourd'hui, il faut l'expliquer, puisque le SPD ne cesse de s'y référer. Ce parti pouvait tout à fait voter contre la Loi et devait même le faire pour des raisons fondamentales de principe, mais, vu l'état d'esprit du peuple, il n'a pas osé empêcher l'adoption définitive de la loi en n'assistant tout simplement pas à la session.

Personne ne peut avoir le moindre doute sur le fait que le système de gouvernement de Hitler donnait pour la première fois en Allemagne son véritable sens à la démocratie, à savoir que le peuple se laissait gouverner par le chef qu'il avait lui-même élu et donc « gouvernait » (****). Et, de nos jours, personne plus que le chancelier Adenauer ne souhaiterait voir son Traité sur l'Allemagne et son Traité sur la Communauté européenne de défense soutenus par ne serait-ce qu'une fraction de cette majorité, quand ils ne le sont que par la majorité faible et fragile d'un Bundestag qui est totalement dépourvu de la légitimité d'un référendum clair. Il aimeraient certainement mieux que l'on moque son Bundestag en le qualifiant de « chorale », plutôt que d'avoir à répéter désespérément 165 fois « Mesdames et Messieurs ! », pour amener les députés, par des propos pessimistes, à admettre ses thèses – pour ne pas mentionner le fait qu'il doit supporter l'insolence de ceux qui l'interrompent constamment. Le peuple préférerait une « chorale » qui saurait quel hymne elle aurait à chanter et qui verrait une raison de le chanter dans l'unité d'une orientation nationale. Le peuple serait plus heureux, s'il pouvait en « dire » moins et si le peu qu'il avait à dire avait le moindre poids. La question de la contribution allemande aux forces de défense de l'OTAN en est peut-être la meilleure preuve (5).

Le poids de la volonté du peuple et le succès de Hitler expliquent que les adversaires du Führer ne firent guère parler d'eux après la prise de pouvoir. M. Schleicher jugea préférable de renoncer au putsch qu'il avait prévu de faire, le projet est désormais incontestablement démontré, la veille de la prise de pouvoir légale. Emil Henk, pressenti pour être le représentant de l'Allemagne du Sud dans le gouvernement

putschiste, déclare assez clairement, dans les premières pages de son *Beitrag zur politischen Vorgeschichte des 20. Juli* : « Le Mouvement de résistance contre Adolf Hitler est aussi ancien que la dictature de Hitler. Le jour même où il a pris le pouvoir ses ennemis ont commencé à combattre son système et son terrorisme. Hitler avait de fervents partisans, mais il avait aussi des adversaires résolus et prêts à mourir. Du premier jour jusqu'à la défaite (*****). » (6)

Dès le premier jour, donc – et il est important de noter ce point, car l'on voudrait aujourd'hui justifier la tentative d'assassinat du 20 juillet et surtout l'opposition par la volonté de mettre un terme à une guerre sans issue et d'empêcher ainsi un sacrifice insensé.

Il est évident que, dès le début, toutes les opérations dirigées contre Hitler le furent aussi dans la pratique contre la volonté du peuple, puisque c'est le peuple qui l'avait choisi comme chef. M. Adenauer verrait les choses de la même façon, si ses adversaires voulaient torpiller les lois qu'il concocte avec l'actuel Bundestag – qui n'est pas même légal.

Et pourquoi Hitler n'aurait-il pas eu le droit de procéder à des amendements constitutionnels à l'aide de son Reichstag, si M. Adenauer peut le faire ? Par ailleurs, le fait que la Cour constitutionnelle doit travailler « à plein régime » n'est pas précisément une preuve de la « fidélité » du gouvernement fédéral à la « Constitution ».

La simple logique, qui voulait que, si les mesures de Hitler avaient l'approbation de la vaste majorité du peuple, tous les adversaires de Hitler étaient également les adversaires de cette majorité, ne gênait pas le moins du monde ces adversaires. Pour autant que certains d'entre eux la saisissaient, ils qualifiaient cette majorité tout simplement de stupide et se qualifiaient de concentré d »intelligence (7), dont la mission était maintenant de veiller, dans l'intérêt du peuple, à ce que cette majorité soit à nouveau débarrassé dès que possible de son chef, que, dans sa stupidité, elle avait choisi de façon démocratique.

Cette magnifique conception fut formulée dans la déclaration « démocratique » suivante par le parlementaire FDP Dr H. Schäfer au cours du débat sur la contribution allemande aux forces de défense de l'OTAN : « A l'époque, il était clair pour nous, dans le Conseil parlementaire, que, dans l'État des masses moderne, l'instauration du plébiscite (référendum) est une chose dangereuse pour la démocratie en tant que telle. Nous savions bien par expérience que toutes les tyrannies dans le monde sont toujours nées à la suite d'un plébiscite. » Tout commentaire serait ici superflu.

Comme les opposants, qui se trouvaient dans la minorité, voulaient absolument, « dans l'intérêt de la patrie », « rester dans la place », dans la mesure du possible avec un salaire ou une pension, ils agirent plus ou moins selon la méthode suivante : lorsque Hitler approchait du cœur de la machinerie complexe de l'État, ils s'empressaient de le saluer la main droite tendue, tout en astiquant les machines de la main gauche avec un chiffon, qu'ils remettaient dans leur poche, dès qu'ils ne courraient plus le risque d'être observés, pour en tirer une clé à molette et apporter leur « contribution », toujours dans l'intérêt de la patrie ».

Friedrich Lenz, *Der ekle Wurm der deutschen Zwietracht : Politische Probleme rund um den 20. Juli 1944*, chap. 1, Selbstverlag, 1952, traduit de l'allemand par B.K.

(*) L'auteur n'a que le nom et le prénom de commun avec l'économiste et professeur de droit qui fut, au sein de la nébuleuse nationale-bolchevique, l'un des principaux résistants au national-socialisme. Ce dernier présidait et était, avec l'économiste et juriste Arvid Harnack (1901 – 1942), l'une des figures de proue d'Arplan (consortium pour l'étude de l'économie planifiée russe) et du cercle de Kreissau, nom que la GeStapo donna à un groupe de dissidents allemands qui se réunissait au château de Helmuth James Graf von Moltke dans la ville de Kreissau en Silésie. Du Friedrich Lenze qui nous occupe ici, on peut dire que l'on ne sait rien.

(**) Aucune référence n'est fournie. Nous y avons remédié dans la mesure du possible.

(1) Selon un membre important du Parlement, le peuple était : politiquement naïf, manquant de discernement, insipide et suivant servilement l'autorité, mal éduqué, envoûté, vulgaire, aveugle, servile et manquant d'esprit critique.

(2) Henry Bernhard, le secrétaire de Stresemann, commenta cela comme suit : Ces 9,5 % (votes contre l'annexion de la Sarre à l'Allemagne) ne furent pas un vote contre l'Allemagne, mais plutôt une protestation contre le national-socialisme et ses politiques d'agression. Ce pourcentage correspond également aux votes dissidents qui furent enregistrés lors des diverses élections en Allemagne et prouve que, dans l'ensemble, on ne peut pas mettre en question les résultats des votes.

(3) Le véritable degré d'un tel terrorisme psychologique est révélé à deux endroits par les livres de F. v. Schlabrendorff et H. B. Gisevius : à savoir que même en 1938 on pouvait toujours dire et écrire beaucoup de choses sans désavouer ses convictions fondamentales.

(4) Cela vaut pour l'approbation des emprunts de guerre de 1914 pas moins que pour l'attitude à l'égard de l'Accord général et, depuis « Aurich », pour ce qui concerne les criminels de guerre également.

(5) Ou, aujourd'hui – pour donner un exemple plus actuel – le débat à propos de l' « euro ».

(6) Des nombreuses déclarations concernant l' « âge » de la conspiration contre Hitler, je me contenterai d'en citer seulement une, pour l'intérêt de sa formulation classique – Allen Welsh Dulles, dans son livre *Verschwörung in Deutschland* : « La tentative du 20 juillet fut la culmination d'une série de complots et de conspirations qui avaient débuté avant le déclenchement de la guerre. Elle ne fut pas un putsch isolé, spontané, mais faisait partie d'un dernier effort désespéré et planifié pour détruire la tyrannie national-socialiste. Les conspirateurs allemands avaient été secrètement à l'œuvre pendant des années. »

(7) Quand on a lu le corpus de la littérature de la « Résistance » et que l'on a constaté avec émerveillement les caractéristiques et estimations politiques de personnes toujours en vie, ainsi que les magnifiques desseins à venir de formation de notre nation, on ne peut pas s'empêcher de s'étonner que nous vivions pas dans un Etat modèle, et de se demander ce qui est advenu à cette unité précédemment inébranlable qui manque maintenant dans nos relations entre partis politiques.

Notes de l'Editeur :

(*) In Fabian von Schlabrendorff, *Offiziere gegen Hitler*, Europa Verlag, 1951, p. 151.

(**) La comparaison implicite entre ces deux figures est aussi malheureuse que la comparaison que fait Göring entre le traité de Versailles et la tentative de destruction de Carthage par Rome. Non seulement leur attitude à l'égard du « peuple élu » fut radicalement différente (http://www.napoleon-series.org/ins/weider/c_jews.html), mais Nabulione Buonaparte était aussi favorable au métissage que Adolf Hitler y était opposé.

(***) In Walter F. Wagner Müller, 1958, *Hochverrat und Staatsgefährdung: Urteile des Bundesgerichtshofes*, vol. 2, p. 177.

(****) In Anagarika Brahma Govinda, *Sozialismus und Frieden*, Institut für Gesellschaftswissenschaften, Dietz, Berlin, 1961, p. 202.

(******) Comme on sait, Hitler ne fut pas élu chancelier (le NSDAP obtint 43,9 % des suffrages exprimés à l'élection de mars 1933) ; il fut nommé chancelier par Hindenburg ; il arriva au pouvoir légalement dans un régime démocratique.

(******) Emil Henk, *Die Tragödie des 20 Juli 1944: ein Beitrag zur politischen Vorgeschichte*, A. Rausch, 1946, p. 5. Des nombreux commentaires qui ont été faits sur l'origine de la conspiration contre Hitler, l'éditeur allemand de l'ouvrage se limite à en citer un, celui d'Allen Welsh Dulles dans son *Germany's Underground*, « en raison de sa formulation classique » : « La tentative du 20 juillet a été le point culminant d'une série de complots et de conspirations qui avait commencé avant le déclenchement de la guerre. Ce ne fut pas un putsch isolé, spontané, il faisait partie d'un dernier effort, désespéré, mais organisé, pour écraser la tyrannie nazie. Les conspirateurs allemands étaient secrètement à l'œuvre depuis des années. »